

DECENTRALISATION : PAS DE BAVARDAGES, DES GARANTIES !

C'est sans doute la peur d'une action du personnel qui a poussé Leca à passer cet interminable interview dans le "Courrier de l'U.A.P.". D'un ton patelin il nous sert une série de promesses pour tenter de rassurer le personnel sur les menaces de la décentralisation. En fait le texte est vaste par son volume, mais creux par son contenu : il n'offre aucune garantie réelle sur les problèmes importants qui se posent au personnel.

LECA : "C'est pas de ma faute"

Bon papa Leca veut nous expliquer que ce n'est pas sa faute, si "on" décentralise (il serait même personnellement contre, à ce qu'il paraît !). Mais voyez-vous, ce sont les textes de "l'ordre public" qui l'y obligent. En fait il se retranche derrière le gouvernement, comme il se retranchait jusqu'à présent derrière la FFSA à propos des revendications des travailleurs (rappelons en passant que depuis peu, il est co-président de cette même fédération)

LECA : "les jeunes ménages qui voudraient louer, ou même acheter à crédit des logements proches des futurs lieux de travail..."

Leca nous "rassure" : il n'y aura pas de problème de logement. Inutile de se tracasser, dit-il, puisque tous auront la possibilité d'acheter des logements à crédit, à proximité de l'ensemble Défense-Charas...

Simplement, il a omis de mentionner une toute petite chose : LEURS PRIX

Si vous avez la curiosité de les consulter à la SEMICLE vous constaterez que ce sont des logements de luxe variant entre 8 et 12 MILLIONS... en somme à la portée de nos salaires de 650 Francs !

LECA : "aucun licenciement n'est prévu"

Il annonce qu'il y aura d'abord un renforcement d'effectifs sur Paris mais que avant 5 ou 6 ans, les effectifs tomberont de 7000 jusqu'à 6000. Seulement ajoute-t-il aucun licenciement n'est prévu, et il affirme simplement qu'on se bornera à le moment venu, à "ne pas combler à Paris les vacances créées par des démissions ou des retraites". Ce qui revient à dire que 1000 personnes vont "démissionner" ou partir en retraite ! Voilà qui est pour le moins inquiétant.

LECA : "Il n'y aura pas de déportation massive en province"

Sur ce point on touche vraiment au plus beau de l'hypocrisie de Leca : il ne garantit pas qu'il n'y aura pas de déportation en province, il dit qu'il n'y aura pas de "déportation massive". Vous saisissez la nuance !

Ce qui laisse la porte ouverte à toutes les pressions possibles notamment sur les non-titulaires pour les contraindre à demander leur mutation.

De plus, dans cette affirmation, il n'est même entendu pas question de la Région Parisienne. Ce qui sous-entend que le personnel de la Région parisienne pourra, lui être déplacé.

Sur la question des transports, là aussi il reste très évasif. Comme il dit : "ne me demandez pas trop de détails, je ne peux pas apporter de réponse à toutes les questions". Seulement c'est bien ça le malheur ! Car on se demande qui mieux que lui peut les donner.

Enfin tout sera parfait, et pour les détails, il consultera les syndicats, ou plus exactement il les mettra devant le fait accompli.

Cette avalanche de belles promesses vagues, et ce ton onctueux donnent l'impression désagréable du P.D.G. essayant d'endormir son personnel en le berçant de phrases rassurantes et de considérations sur "les locaux luxueux de l'avenir"

Seulement voilà : il y a peu de chance pour que cela prenne. Ce que veulent les travailleurs de l'UNION ce sont des GARANTIES formelles que cette rationalisation et cette "expansion" ne se feront pas sur leur dos. Ils veulent avoir le droit de VETO sur toute mutation, sur toute mesure de décentralisation affectant directement le personnel.